



L'ère des incertitudes

Par Frei Betto

Traduit par Alain de Cullant

Numéro 8, 2018

Nous vivons dans l'ère de l'incertitude. Il y a plus de questions que de réponses. Plus de doutes que de certitudes. Nous avons navigué à la dérive sur la troisième marge de la rivière. Nous abandonnons la première, la modernité, avec ses solides paradigmes philosophiques et religieux, et nous ne savons toujours pas comment se configurera la seconde, la postmodernité.

Les grandes institutions qui ont été les piliers de la modernité sont en crise : l'État, la Famille, l'École et la Religion. Ils valent des modèles et des propositions pour tous les goûts.

Au milieu de la turbulence, le monde « *hégémonisé* » par le capitalisme néolibéral émerge fortement. La finance de l'économie dépasse la productivité. La réglementation de la société passe des mains de l'État à celles du marché.

Si, au siècle dernier, l'Europe faisait des concessions à la démocratie sociale comme antidote à la menace socialiste, les droits sociaux reculent et les nouvelles technologies rendent obsolètes le travail humain.

Comme tout le solide s'estompe dans l'air, il est nécessaire de créer des règles et de donner une consistance au système « *globocolonisé* » de consumérisme et d'hédonisme. Ainsi, l'idéologie de la privatisation concomitante est diffusée avec la détérioration des institutions. La politique est privatisée. Depuis l'échec des politiciens, l'administration publique est remise à des entrepreneurs prospères. Les partis se démoralisent, chacun prend son téléphone portable et fait de lui sa tribune de haine ou d'applaudissements.

La culture de la ségrégation est créée pour soutenir cette démocratie virtuelle sur une inégalité sociale abyssale. Les Unités de Police Pacificatrice (UPP), non pas pour combattre le crime organisé, mais pour garantir que la foule ignorante n'enlève pas ses muselières et pousse d'une fureur aveugle. Si un bâtiment avait occupé par les gens sans domiciles s'écroule, la faute appartient aux victimes. Le discours de la haine est même légitimé par le Tribunal Suprême Fédéral, en confondant les graves offenses sérieuses à l'honneur ignorant avec la liberté d'expression.

Nous passons de l'époque analogique à la numérique. Les patrons de la relation changent aussi. La valeur de l'autre dépend de sa place sur le marché. Et, en dehors du marché, il n'y a pas salut.

Cependant, tout ne s'ajuste pas au mercantilisme de la planète au détriment des droits de l'homme. Et le plus grand désajustement réside dans notre relation avec la nature. Le temps s'écoule. L'aspiration de lucre a contaminé l'air, la mer et la terre. Ou nous changeons nos paradigmes sociaux quant à l'écologie ou la Terre revivra, comme au long de millénaires, sans notre fâcheuse présence.

Il est nécessaire d'adopter un développement soutenable dans lequel l'écologique, le social et le culturel soient inclus. À la fin de la décennie de 1940, le Japon, ruiné par la guerre, était plus pauvre que le Brésil. Quarante ans plus tard, quand notre pays a atteint la huitième place de l'économie du monde, le Japon figurait déjà parmi les cinq premières. Il avait promu une révolution pédagogique, une chose que nous n'avons jamais faite.

Notre modèle de développement continue à être déprédateur et, dans ce pays plein de soleil, les énergies éolienne et solaires sont de timides initiatives pour qu'elles prévalent sur la fossile, si polluante pour l'environnement. Il est nécessaire à changer les paradigmes quant à ce nous comprenons comme progrès et avance civilisatrice. Les pays européens et les États-Unis démontrent que l'augmentation du PIB ne veut pas dire une réduction de l'inégalité sociale. Comme l'a signalé le Pape François, un développement qui n'est pas centré sur l'être humain, mais dans l'accumulation de capital privé, est contraire à l'éthique.

Les indigènes andins ont peut-être quelque chose à nous enseigner quand ils soulignent la différence entre « vivre bien » et « bien vivre ».